

publication des mss autobiographiques de la sainte. Cette publication si attendue fut réalisée par le père carme François de Sainte-Marie en 1956: elle allait mettre un terme sinon à la vie du moins à l'intérêt de cette *Histoire d'une âme*, «avec ses fortes ambiguïtés et ses richesses multiformes» (C. L.). Dominique-Marie DAUZET

Renato MORO. *Il mito dell'Italia cattolica. Nazione, religione e cattolicesimo negli anni del fascismo.* (La Cultura). Roma, Studium, 2020. 15 × 21 cm, 576 p. € 39. ISBN 978-88-382-4716-3.

Vincenzo Gioberti parlait de l'Italie dans son *Primato morale e civile degli italiani* (1843) comme de «la nation sacerdotale», qui a un lien intrinsèque avec le catholicisme. Pour lui, si un étranger pouvait être catholique, un Italien ne pouvait pas ne pas être catholique. C'est cette conviction d'une nation naturellement et évidemment catholique, partagée par beaucoup en Italie, que Renato Moro identifie comme «le mythe de l'Italie catholique», et qu'il examine à l'époque du fascisme. Le dictionnaire *Le Robert* donne du mythe, cette définition: «Image simplifiée, souvent illusoire, que des groupes humains élaborent ou acceptent au sujet d'un individu ou d'un fait et qui joue un rôle déterminant dans leur comportement ou leur appréciation.» Le grand intérêt du livre de R. M. est de donner une traduction concrète, insérée dans l'histoire, à cette définition théorique.

L'A. se livre à une synthèse du rapport entre l'Église catholique et le régime fasciste, mais surtout, et là sa démarche est neuve et renouvelle l'approche historiographique, des catholiques dans toute leur diversité et des fascistes eux aussi dans leur diversité idéologique. Il s'appuie sur une ample bibliographie (italienne essentiellement), et sur des sources nombreuses et variées: archives de l'État italien, du Vatican, de diocèses, des mouvements d'Action catholique, discours et lettres pastorales d'évêques, mémoires et documents d'hommes politiques, presse catholique et fasciste. L'ensemble est impressionnant et bien maîtrisé, sans toutefois éviter de surcharger le lecteur d'informations parfois répétitives.

Tout au long de son parcours organisé d'un point de chronologique, après deux premiers chap. à dominante historiographique, l'A. pose la problématique du rapport du catholicisme à la Nation italienne, de son italianité, dans un contexte inédit, celui d'un État totalitaire et d'une idéologie qui entendaient incarner aussi la Nation, au point d'exalter le nationalisme, et de s'ériger en une forme de religion politique. Il s'agit de l'histoire d'une concurrence entre deux modes de pensée, de la tentative d'une séduction et d'une instrumentalisation réciproques, marquée par beaucoup de coups de bluff, d'espérances déçues de part et d'autre, d'illusions, aux acteurs nombreux et souvent opposés les uns aux autres dans chaque camp. Une histoire donc d'une grande complexité.

Le fascisme a voulu d'emblée séduire les catholiques, et en premier lieu le Saint-Siège, en rompant avec la politique libérale anticléricale du *Risorgimento*. Dès son arrivée au pouvoir, Mussolini, qui n'avait aucune attirance personnelle pour la religion, voulut favoriser en bien des domaines l'Église catholique : instruction religieuse dans les écoles, égalité de traitement entre les écoles confessionnelles et les écoles publiques, installation de crucifix dans les salles de classe et les tribunaux, reconnaissance de l'Université du Sacré-Cœur de Milan, avec la volonté d'une «restaurazione morale dello spirito italiano» selon les mots d'Emilio Gentile, le ministre de l'Instruction publique (p. 71). Le nouveau régime couvrit les évêques d'honneurs. Il s'occupa de l'entretien des églises et de la restauration des édifices ravagés dans les zones de combat de 1915-1918. Il chercha à récupérer à son profit les grandes figures de l'histoire catholique du pays, comme S. François d'Assise à l'occasion du centenaire franciscain de 1926, ou encore, en 1934, S. Jean Bosco, à l'occasion de sa canonisation. En même temps, Mussolini exaltait le culte de l'État omnipotent, dans une nouvelle forme de paganisme, avec une organisation du pouvoir inédite, fondée sur un parti exerçant le monopole du pouvoir et sur la violence. Du côté catholique, on se réjouit de voir la religion replacée dans la vie nationale, et le Vatican veilla à écarter les catholiques les plus ardents dans leur dénonciation du fascisme, tel don Luigi Sturzo, fondateur du Parti populaire, contraint à l'exil. L'objectif pour le pape Pie XI était de régler la Question romaine et de régulariser les relations entre l'Église et l'État. Cependant, si Mussolini souhaitait faire de l'Église un pilier du régime, le pape n'entendait pas la soumettre à ce dernier, d'autant moins que le catholicisme promu par le Duce, n'était guère chrétien, c.-à-d. peu attentif au message évangélique. Si à l'occasion du conflit de 1931 sur l'Action catholique, Pie XI dénonça avec vigueur la «statolatRIA pagana», on fit le nécessaire de part et d'autre pour surmonter la crise, les deux partenaires pensant avoir intérêt à préserver une entente, fût-elle fragile. Et puis, à partir de 1933, les comparaisons avec l'Allemagne nazie et la Russie stalinienne, tendaient à favoriser le fascisme dans l'opinion catholique, qui pouvait y voir une forme de régime autoritaire où le catholicisme avait sa place, comme le Portugal de Salazar ou l'Autriche de Dollfuss, voire la Hongrie de Horthy. En décembre 1934, Mussolini publia un article dans *Le Figaro*, dans lequel il prenait ses distances par rapport au nazisme, ce qui amena l'ancien leader du Parti populaire, Alcide De Gasperi, antifasciste notoire, un temps emprisonné (1927-1928), à estimer que cet article du Duce lui-même confirmait «una delle differenze capitali in favore del fascismo» (p. 259). Les accords Mussolini-Laval du 7 janvier 1935 étaient à interpréter dans un sens anti-allemand (ici, l'A. fait une erreur : Pierre Laval n'était pas «Premier ministre» — il faudrait dire en fait «Président du Conseil» — mais ministre des Affaires Étrangères). Pour sa part, Jacques Maritain condamnait avec discernement dans *Humanisme intégral* (1936) les trois formes de to-

talitarisme, en dénonçant leur inhumanité. La conquête de l'Éthiopie eut pour effet, malgré les réticences de Pie XI, de souder la nation catholique à la nation fasciste (p. 268), tandis que l'ouverture de la «Via della Conciliazione» à Rome, pouvait être présentée comme un trait d'union entre la Nation et la Papauté.

Pourtant à partir de 1938 les relations entre l'Église et le régime se tendirent sous l'effet de deux constats. L'un est bien connu, il s'agit de l'alignement de l'Italie sur l'Allemagne, le voyage de Hitler à Rome, l'abandon de l'Autriche, les lois raciales, la formation de l'Axe, et pour finir l'entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne. Le deuxième est moins, car peu abordé dans l'historiographie: c'est la prise de conscience que l'Italie était de moins en moins catholique (chap. XI, «L'Italia cattolica senza cristianesimo»). Le slogan présentant le peuple italien comme catholique à 99,6% apparaissait comme peu crédible, même en l'absence de statistiques sérieuses et d'études sociologiques. En 1943, la revue des jésuites, *La Civiltà Cattolica*, porte-parole officieuse du Saint-Siège, estimait que 70% des Italiens n'allaient pas à la messe: l'Italie que l'on croyait catholique, était devenue en fait une terre de mission. L'on s'apercevait que la moralité publique était de plus en plus décadente, qu'elle s'était éloignée de la doctrine catholique, et que le paganisme qui imprégnait le fascisme avait déteint sur le pays dans ses profondeurs. L'on s'apercevait que le Concordat n'avait pas rendu l'Italie à Dieu, et que la collaboration avec le régime n'avait pas protégé le pays d'une sécularisation accélérée. Le fascisme était resté intraitable sur les questions de l'éducation et de la formation de la jeunesse. Les catholiques avaient perdu là une bataille majeure. À travers le prisme de la moralité, émergeaient des problèmes perçus comme décisifs. En 1939, Galeazzo Ciano voyait dans *L'Osservatore Romano*, «l'organo ufficiale dell'antifascismo» (p. 465). Avec perspicacité, don Primo Mazzolari nota en apprenant l'effondrement de la Pologne dans les premiers jours de septembre 1939: «E' la crisi della cattolicità, sommersa dal nazionalismo, che abbiamo accettato senza discussione, credendo di poter lavorare meglio religiosamente» (p. 466). La prise de conscience de la vraie nature du régime, tardive, était rude. Pourtant don Luigi Sturzo l'avait clairement identifiée dès 1923.

Il fallut l'effondrement total du pays, qui permit à l'Église de jouer un rôle majeur face à l'occupation nazie, notamment aux évêques de s'affirmer comme *defensores civitalis*, et à des laïcs d'organiser une résistance d'inspiration chrétienne et de penser au sein de l'Action catholique la reconstruction du pays pour que la «nation catholique» pût déboucher sur une nouvelle vision de la place de l'Église dans un pays démocratique, pacifié et ouvert sur l'Europe.

Il convient de souligner la grande richesse d'un livre dont une simple recension a des difficultés à rendre compte. La démonstration de R. M. est toute en nuance, attentive à toutes les opinions qui pouvaient s'exprimer au sein du catholicisme italien, aux contradictions

que portaient les hommes, clercs et laïcs, dans une situation d'une extrême complexité, et évolutive dans le temps. Ce livre est à lire avec une grande attention.

Jean-Dominique DURAND

Paolo ZANINI. *Il «pericolo protestante». Chiesa e cattolici italiani di fronte alla questione della libertà religiosa (1922-1955)*. (Quaderni di storia). Firenze, Le Monnier, 2019. 20,5 × 15 cm, VIII-296 p. € 22. ISBN 978-8800749312.

Si l'antiprotestantisme a été étudié pour la France sur une période longue, du moins pour le 19^e s., jusqu'à l'avènement de la République, avec l'important travail de Michèle Sacquin (*Entre Bossuet et Maurras. L'antiprotestantisme en France de 1814 à 1870*, Paris, École des Chartes, 1998), il n'en était pas de même en Italie, mis à part quelques articles spécifiques, malgré les travaux devenus classiques de Giorgio Spini (*Risorgimento e protestanti*, Napoli, ESI, 1956), l'étude de Jean-Pierre Viallet, grand spécialiste de l'anticléricalisme en Italie, sur l'Église vaudoise face à l'État fasciste (*La Chiesa valdese di fronte allo stato fascista, 1922-1945*, Torino, Claudiana, 1985), et ceux de Giorgio Rochat sur *Regime fascista e Chiese evangeliche* (Torino, Claudiana, 1990). Il est vrai que le protestantisme en Italie est limité dans son expansion géographique comme dans son poids sociologique et politique. On doit donc se réjouir de la publication de l'ouvrage de Paolo Zanini, qui enseigne à l'Université de Milan. Il éclaire un angle mort de l'histoire religieuse de l'Italie, en prenant un arc chronologique ample, la période du fascisme et la première décennie de l'Italie démocratique. En fait, il dépasse ce cadre en amont, car il évoque au préalable dans un premier chap. la présence protestante au temps de la formation de l'État unitaire avec le *Risorgimento*, et sa confrontation au catholicisme intransigeant, lui-même en conflit avec l'État libéral en construction. En aval, il poursuit le récit jusqu'au pontificat de Jean XXIII.

Diverses mesures législatives assurèrent dans les années 1887-1890 une réelle liberté religieuse en Italie, jusqu'à la Première Guerre mondiale. Le développement de l'YMCA (Young Men's Christian Association) à partir surtout de 1918, provoqua un renouveau de l'hostilité catholique dans le contexte d'une crise politique majeure. Dans les premières années du fascisme, Mussolini, désireux d'avoir l'appui du Saint-Siège, multipliant les gestes de soutien au catholicisme, fit sienne une politique antiprotestante, le protestantisme étant défini comme anti-italien. Cette politique se radicalisa avec la circulaire de Guido Buffarini Guidi, sous-secrétaire au ministère de l'Intérieur, du 9 avril 1935, qui interdisait l'exercice du culte pentecôtiste, considéré comme «contraire à l'ordre social et nocif pour l'intégrité physique et psychique de la race». Il est vrai que l'on pouvait tout attendre de ce personnage, haut dirigeant fasciste, membre du Conseil national du